

Une école d'avenir pour nos enfants plutôt qu'une politique de campagne

Berne, le 9 novembre 2010

Communiqué

Une école d'avenir pour nos enfants plutôt qu'une politique de campagne

Réunion ordinaire de la commission fédérale de l'éducation du PLR

Le PLR s'était exprimé, en 2006 déjà, dans son papier de position « Formation ; la performance doit être récompensée », sur des questions qui suscitent aujourd'hui une agitation pour le moins étonnante – comme si la politique nationale avait jusqu'à présent ignoré l'école. Le *PLR.Les Libéraux-Radicaux* n'est pas de cet avis : L'éducation de nos enfants est trop importante pour s'en servir comme un outil de campagne populiste. C'est pourquoi ces dernières années, les libéraux-radicaux se sont constamment engagés pour les écoles, aux niveaux communal, cantonal et national. Les positions à ce sujet ont été régulièrement examinées et complétées, comme ce fut le cas en 2008. Aujourd'hui encore, les politiciens du domaine de l'éducation et les experts du parti se sont rencontrés à Berne lors de leur réunion ordinaire. La commission, conduite par le conseiller national Ruedi Noser, a réaffirmé ses positions, à savoir : La performance a toujours été au cœur des préoccupations du PLR en matière de politique de l'éducation et doit être revalorisée. Pour ce faire, le système de notes constitue la meilleure des solutions. La place de l'enseignant(e) doit être renforcée et ses conditions de travail améliorées. Les langues étrangères ainsi que les sciences naturelles doivent constituer des domaines clés dans le futur. Le *PLR.Les Libéraux-Radicaux* présentera les résultats de ses révisions ainsi que ses nouvelles exigences au début de l'année 2011. Le PLR s'oppose catégoriquement aux anciennes méthodes revendiquées depuis peu par l'UDC afin d'attirer l'électorat.

Pour le *PLR.Les Libéraux-Radicaux*, il est clair qu'une école conduite par des principes ancestraux n'a aucun avenir. Avec plus d'écriture cursive et moins de langues étrangères, l'UDC veut convaincre les électeurs au moyen de méthodes ancestrales et joue ainsi avec l'avenir de nos enfants. Pour preuve, même les directeurs de l'éducation de leur parti ne partagent pas la même opinion.

Depuis des années, le PLR répond à cette politique ancestrale avec un concept clair, constitué de plusieurs points : Le principe de performance doit être renforcé, notamment grâce à la réintroduction du système de notes à tous les niveaux. Les enfants surdoués ont besoin d'être encouragés, tout comme les étudiants plus faibles. Afin que les enseignant(e)s puissent bénéficier de responsabilités croissantes, leur position se doit d'être renforcée : De meilleures conditions d'emploi, d'éducation et de formation continue, et une concentration plus importante sur les activités principales. Cela comprend en outre la réduction de la bureaucratie superflue, qui a proliféré dans de nombreux cantons ces dernières années.

L'apprentissage ciblé des langues étrangères et l'apprentissage précoce de la langue nationale par les enfants étrangers sont aujourd'hui tout autant importants qu'une solide formation en sciences naturelles. Le fait que les enfants apprennent avec joie et facilité les langues étrangères n'a jamais été un secret pour personne, tout comme le fait que les langues étrangères monopolisent une place de plus en plus importante dans le monde du travail. Une écriture impeccable ne constitue cependant plus une compétence de base. Le PLR ainsi que ses partis cantonaux ont soutenu le projet HarmoS, dès ses prémises, et répondent présents encore et toujours pour cette réforme nécessaire et raisonnable.

Papier de position: [« Formation : la performance doit être récompensée »](#) de 2006 en ligne.

Papier de position [« Libre choix de l'école »](#) de 2008 en ligne.

Une école d'avenir pour nos enfants plutôt qu'une politique de campagne

Contacts:

› Ruedi Noser, Président de la commission de l'éducation du PLR et conseiller national, 076 355 66 64

› Noé Blancpain, chef de la communication, 078 748 61 63

› Philippe Miauton, secrétaire romand et porte-parole, 079 277 68 41